Annie CRÉPIN, Défendre la France. Les Français, la guerre et le service militaire de la guerre de Sept Ans à Verdun

Philippe Catros

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/2316>
DOI : 10.4000/ahrf.2316
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2006
Pagination : 207-209
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Philippe Catros, « Annie CRÉPIN, Défendre la France. Les Français, la guerre et le service militaire de la guerre de Sept Ans à Verdun », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 343 | janvier-mars 2006, mis en ligne le 07 juin 2006, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/2316> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.2316>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Annie CRÉPIN, Défendre la France. Les Français, la guerre et le service militaire de la guerre de Sept Ans à Verdun

Philippe Catros

RÉFÉRENCE

Annie Crépin, *Défendre la France. Les Français, la guerre et le service militaire de la guerre de Sept Ans à Verdun*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, 424 p., ISBN 2-7535-0070-3, 22 €.

- 1 Dans *Défendre la France*, Annie Crépin prolonge et affine une réflexion commencée dans *La conscription en débat ou le triple apprentissage de la nation, de la citoyenneté, de la République*. La véritable ligne directrice de cet ouvrage, qui embrasse une vaste période chronologique allant du milieu du XVIII^e siècle au début du XX^e siècle, consiste dans l'analyse de la question du service militaire, et concomitamment dans la mise en perspective de ses enjeux politiques, intellectuels et culturels. Nous immergeant tour à tour dans la « pensée militaire » des philosophes et des principaux théoriciens politiques du XIX^e siècle, mais également dans les abondants écrits des militaires – ce qui, soit dit en passant, nous permet de deviner, par-delà la contradiction des thèses défendues, certaines singularités relevant d'une culture et d'un imaginaire militaires –, nous plongeant dans les nombreux débats parlementaires qui s'échelonnent du début de la Révolution au seuil de la Grande Guerre, sans oublier de nous confronter aux cahiers de doléances, ou encore aux nombreux rapports administratifs du XIX^e siècle, Annie Crépin nous livre, à chaque moment, un panorama des représentations et des idées – qu'elles soient le fruit de la réflexion « pure » de certains intellectuels, l'objet de

débats politiques, ou qu'elles expriment tout simplement les « vœux de la nation » – sans jamais oublier d'en montrer les limites et les contradictions.

- 2 La première partie, « l'armée des Lumières », renouvelle considérablement l'approche de la question militaire à la fin de l'Ancien Régime. Elle a plus particulièrement le mérite de présenter la richesse et la complexité des « pensées militaires » de la seconde moitié du XVIII^e siècle, que ce soit celles des philosophes ou celles des « soldats-philosophes » comme Guibert ou Servan. Dépassant la trop caricaturale opposition entre l'idée d'une armée nationale conscriptionnelle et celle d'une armée de métier forcément « réactionnaire », c'est à travers la figure du citoyen-soldat (dans laquelle la condition militaire est immanente à la citoyenneté) et celle du soldat-citoyen (dans laquelle le soldat, sans cesser d'être un professionnel de la guerre, doit se fondre dans la société civile) qu'Annie Crépin nous expose la profusion des thèses en concurrence à la veille de la Révolution. Les Lumières, et plus généralement l'opinion publique qui trouve à s'exprimer dans les cahiers de doléances, plébiscitent la figure du soldat-citoyen à laquelle la Constituante se référera pour légitimer la reconstruction de l'appareil militaire qu'elle entreprend entre 1789 et 1791 – le rejet d'une conscription militaire en 1789 prend alors toute sa signification.
- 3 Si la Constituante a tenté de donner vie à « l'armée des Lumières » en créant une première esquisse d'« armée nationale » qui demeure une armée de métier, celle-ci ne résiste pas à l'affirmation de la figure du citoyen-soldat. Car les premières années de la Révolution portent déjà en elles les germes de « la voie française vers une armée nationale », objet de la deuxième partie. Dès 1789, des patriotes font de la garde nationale le lieu d'une « régénération » de la force militaire. Des levées de gardes nationaux volontaires aux réquisitions de 1793, s'ébauche ainsi, après bien des hésitations, cet idéal d'armée nationale reposant sur la généralisation du devoir de défense que la loi Jourdan-Delbrel de 1798 finira par institutionnaliser.
- 4 Cependant la conscription militaire des néo-jacobins n'entend pas imposer un service militaire à l'intégralité des conscrits. La loi Jourdan-Delbrel laisse ainsi la porte ouverte au retour d'une pratique de recrutement usant du tirage au sort, du remplacement et imposant un service long à une faible portion de chaque classe d'âge. Inaugurée dès le Consulat, avant d'être consacrée par la loi Gouvion Saint-Cyr de 1818, cette nouvelle conscription survivra jusqu'à l'instauration progressive du service personnel obligatoire. Avec elle, s'éclipse l'idéal révolutionnaire du citoyen-soldat ; commence alors « le temps des soldats-citoyens (1800-1860) », objet de la troisième partie. La conscription est la pierre angulaire du régime napoléonien, non pas seulement parce qu'elle offre à l'empereur les soldats indispensables à sa politique belliqueuse, mais aussi parce qu'elle participe de l'élaboration d'un nouveau modèle militaire. Alors que la Révolution cherchait, plus ou moins confusément, au sein même de la cité, le modèle d'une « régénération » de la force armée de la nation, le Consulat et l'Empire tendent à faire de la société militaire un modèle pour la nation ; ainsi s'ébauche le modèle de l'arche sainte que certains milieux conservateurs reprendront par la suite.
- 5 Les deux premiers tiers du XIX^e siècle foisonnent de débats parlementaires dans lesquels les figures du soldat-citoyen et du citoyen-soldat ainsi que les modèles de la cité armée et de l'arche sainte se confrontent en permanence. Mais ces années sont aussi celles où les débats politiques, ajoutés à l'expérience du recrutement militaire, touchent l'ensemble de la société. C'est ce que l'ouvrage aborde dans sa quatrième partie intitulée « La conscription, la nation, la société et le peuple français

(1818-1867) ». Bien que critiquée à gauche comme à droite, l'organisation militaire instaurée au début de la Restauration résiste aux révolutions. La principale raison est que l'opinion publique demeure hostile à la généralisation du service militaire. La France des notables ne cherche pas seulement à ce que ses enfants échappent à la caserne ; un mobile idéologique et culturel plus profond la motive également : l'instauration d'une armée de masse – résultant de l'application du service militaire personnel obligatoire –, qu'elle assimile au retour de la « barbarie » égalitaire et belliqueuse de l'époque révolutionnaire, lui paraît contraire au projet de « civilisation » qu'elle porte en elle – celui d'une société civile industrielle et pacifique. Cependant, ce sentiment est loin d'être partagé par tous, et les tensions entre « un peuple épris de gloire [et] une société aspirant à la paix » traversent tout le siècle ; elles atteignent sans aucun doute leur paroxysme sous le Second Empire.

- 6 C'est d'ailleurs à cette époque que commence « le difficile avènement du service personnel obligatoire (1867-1872) », objet de la cinquième partie de l'ouvrage. Deux lois et deux débats politiques, de part et d'autre de la défaite de 1870 et de l'épisode de la Commune, se font face : d'un côté, la loi Niel de 1868 qui tente d'instaurer une obligation de service dans une garde nationale mobile auxiliaire de l'active, mais qui se révèle vite n'être qu'un faux-pas vers le service égalitaire » ; de l'autre côté, la loi de 1872 qui proclame le service personnel et qui érige l'armée en nouvelle « école de conservation et de régénération sociale ». En 1872, s'impose donc le modèle de l'arche sainte auquel les républicains répondent immédiatement par celui de « l'armée, école de la République ». Ainsi, entre 1873 et 1913, au moment où triomphent la République et la démocratie, s'ouvre « le temps des citoyens-soldats » qui constitue le thème de la sixième et dernière partie de l'ouvrage. Tout autant que les précédentes, cette époque abonde en débats politiques ; car les républicains se divisent rapidement entre ceux qui veulent seulement réformer les institutions militaires et ceux qui, comme Jaurès par exemple, dénoncent l'armée de caserne et prêchent la nation armée. Mais, par-delà leurs divergences, tous se retrouvent finalement dans une même ambition : construire une armée qui incarne la démocratie à la française, et c'est bien ce que fait à sa manière la grande loi de 1905.
- 7 *Défendre la France* est riche de ce qu'il met au jour : en montrant la complexité des enjeux politiques, sociaux et culturels relatifs à la question militaire à l'heure où s'affirment l'État-nation et la démocratie, le dernier livre d'Annie Crépin nous permet de dépasser la vision parfois trop simpliste que l'on se fait de l'avènement du service militaire et de l'armée nationale en France.